

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18958 - 73ÈME ANNÉE

## Plus de 180.000 inscrits à Pôle emploi

### Sanctionner les chômeurs ne règlera pas le problème du chômage

**Face au problème du chômage, le gouvernement veut renforcer le contrôle des chômeurs. C'est encore un exemple d'une mesure qui aggravera la situation à La Réunion, car la pénurie d'emploi est un phénomène qui existe depuis des décennies, et contre lequel aucun gouvernement n'a réussi à prendre des décisions efficaces. Une autre politique est nécessaire, elle suppose de donner au peuple le pouvoir de décider ce qui est bon pour lui.**

**P**lusieurs décisions prises en France ont des conséquences négatives sur l'emploi à La Réunion. C'est notamment le cas du désengagement de l'État dans les contrats-aidés. Ces emplois sont pour des dizaines de milliers de Réunionnais la seule possibilité d'échapper temporairement au chômage. Cet horizon se ferme. Dans le BTP, c'est l'inquiétude après l'annonce de la suppression de l'APL-accession. Cette allocation-logement permettait à des familles d'être solvables auprès des banques pour contracter un prêt immobilier. Sans cela, ce sont des chantiers qui n'auront pas lieu. C'est un des facteurs de la grève à Bourbon-Bois, où les salariés sont inquiets pour leur avenir.

#### Progression du chômage

Les restrictions dans les dépenses publiques ont également des effets dans les institutions. C'est le plan de suppression d'emplois annoncé par la Chambre de commerce. C'est aussi l'alerte lancée par la CGTR à la Chambre d'agriculture. « Les préconisations de la direction de la Chambre et des élus pour « réformer en profondeur l'institution » et surtout « les solutions radicales » préconisées par l'État, notamment la réduction des emplois à la

Chambre, ne sont pas pour rassurer les salariés de la Chambre », souligne le syndicat dans un communiqué en date du 24 mars dernier.

Dans le secteur privé, les nouvelles ne sont pas rassurantes. La quasi-totalité du groupe Apavou a été liquidée. Des dizaines de salariés sont au chômage du jour au lendemain. À Profilage, filiale d'Arcelor-Mittal à La Réunion, un plan de licenciements a été homologué par la DIECCTE. Il prévoit la mise au chômage de 36 travailleurs alors que la société compte une trésorerie de plus de 21 millions d'euros. Ce « plan social » a été rendu possible par la loi El-Khomri, qui permet à une entreprise de licencier en cas de difficultés passagères.

Ces différents faits apportent un éclairage sur les indicateurs mis en avant par les pouvoirs publics. Ils font état d'une reprise économique, et d'une diminution de la part du déficit public dans le PIB de la France, qui était l'an dernier à 2,7 %. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrit à Pôle emploi stagne en effet aux alentours de 180.000 personnes. C'est un nombre exceptionnellement élevé, du jamais vu à La Réunion.

#### Pour une autre politique

C'est dans ce contexte qu'interviennent les propositions du gouvernement au sujet de

l'encadrement des chômeurs. Il s'agit d'un contrôle renforcé et de nouvelles sanctions pour priver un travailleur privé d'emploi de l'indemnité qui lui est due. Or à La Réunion, la pénurie d'emplois est largement démontrée. Mais pour le moment, Paris ne propose pas de réforme de fond pour régler ce problème.

Une autre politique est possible. C'est ce que prône le PCR depuis sa création en 1959. C'est de confier la responsabilité des affaires qui les concernent aux Réunionnais. Qui mieux que les Réunionnais sont les plus au courant de la situation, et sont les mieux placés pour proposer des solutions pour remédier aux problèmes, et les appliquer ?

L'aggravation du chômage, l'incapacité du système en place à y faire face depuis plusieurs décennies sont autant d'arguments plaçant pour un autre modèle. Il est temps d'agir avant que cette crise sociale ne finisse par menacer l'existence de la société réunionnaise.

**M.M.**

## Réaction du SNU FSU Pôle emploi Réunion au renforcement du contrôle des chômeurs

### **Le gouvernement a trouvé la méthode : pour lutter contre le chômage, luttons contre les chômeurs !**

**Dans un courrier des lecteurs adressé hier à la presse, le syndicat SNU FSU Pôle emploi Réunion s'indigne contre les nouvelles mesures de contrôle visant les chômeurs. Pour le syndicat, ces mesures n'ont qu'un but : faire baisser le nombre de chômeurs sans que ces derniers retrouvent un emploi. Le SNU FSU Pôle emploi Réunion estime que les contrôles devraient être renforcés contre le travail dissimulé et certains organismes de formation accusés de proposer des « formations bidons ».**

**L**e ministère du Travail a présenté lundi 19 mars aux partenaires sociaux les mesures pour lutter contre le chômage. Il s'agit en fait de mesures contre les chômeurs : durcir les sanctions, diminuer ou supprimer les allocations, augmenter la durée d'exclusion, redéfinir l'offre raisonnable d'emploi... et pour accentuer davantage la pression, ils auront l'obligation de renseigner mensuellement un rapport d'activité.

Après avoir imposé aux usagers de Pôle Emploi des modalités d'accès restreintes via l'outil digital, qui conduit chaque mois à exclure un grand nombre de chômeurs (radiations pour défaut d'actualisation). Le gouvernement passe à la vitesse supérieure, obligation est faite à Pôle Emploi de multiplier significativement les contrôles. Le nombre d'agents affecté à cette mission passera de 200 à 1000.

L'objectif n'est plus d'accompagner les chômeurs vers l'emploi mais vers la sortie de Pôle Emploi !

Pour masquer l'idée maitresse de faire baisser mécaniquement le nombre de chômeurs, Macron et ses partisans (Medef et consort) inventent le concept du contrôle bienveillant et « remobilisateur » ! Les associations de chômeurs dénoncent cette hypocrisie. Pour le Mouvement National des Chômeurs et Précaires : « l'urgence n'est pas de contrôler que les chômeurs cherchent du travail, mais d'être capable de leur en trouver ! »

Si le contrôle était la solution à tous les maux, alors :

Pourquoi ne pas renforcer le nombre de contrôleurs chargés de lutter contre le travail dissimulé qui fausse la concurrence, augmente ar-

tificiellement les coûts de production et prive les caisses de retraite et de sécurité sociale de recettes évaluées à 20 milliards d'Euros selon un récent rapport de la Cour des Comptes ?

Pourquoi ne pas contrôler d'avantage certains organismes de formations qui n'ont pas d'autres objectifs que de s'enrichir sur le dos des chômeurs, en leur proposant des formations bidons, sans titre ou qualification professionnelle ? Là aussi, la Cour des Comptes a chiffré la fraude à plusieurs milliards d'Euros.

Les vrais profiteurs du système, ceux qui s'enrichissent à coup de milliards, ne sont pas inquiétés. Ce sont eux qui passent leurs vacances dans des paradis... « fiscaux ».

Dans notre société, ceux qui sont sans emploi ne le sont pas par choix !

A La Réunion, faire face à la cherté de la vie et aux difficultés quotidiennes (logement, transport, éducation, santé, culture...) avec un RSA ou une allocation chômage inférieure à 1000 euros, n'est pas une situation enviable.

Avec un taux de chômage record, qui concerne aujourd'hui plus de 179 000 demandeurs d'emploi dont plus de la moitié est considérée comme chômeurs de longue durée, les priorités de pôle emploi doivent être d'indemniser plus et/ou mieux les chômeurs et d'accompagner plus et/ou mieux les chômeurs.

## Grève à Bourbon-Bois

### **Des salariés inquiets pour l'avenir**

**Un des acteurs les plus connus de la construction est menacé. C'est ce que redoute le personnel de Bourbon-Bois qui a mené hier une grève marquée par un défilé sur la route du littoral. Ils sont soutenus par le syndicat Union régionale 974.**

Le personnel des entreprises BOURBON BOIS SAS, BB PRIMO SAS, Maison Bourbon Bois SAS, BBI SAS, SPIB SAS et BBE SAS étaient hier en grève pour les revendications suivantes, précise le syndicat UR 974 :

« Reprise des approvisionnements de bois qui ont cessé depuis novembre 2017, pour alimenter l'usine en vue des chantiers déjà ouverts  
Reprise des prospections des clients bénéficiaires de l'AL

Reprise de l'activité commerciale des dossiers non soumis à l'AL

Arrêt immédiat des procédures de saisie au chômage partiel à l'encontre du personnel

Arrêt de toutes décisions qui mènent tout droit à la banqueroute de la société »

Un convoi de grévistes a défilé hier après-midi sur la route du littoral.

## Edito

# Impasse en Catalogne, nouvel épisode d'une Europe en crise

**D**ans une Europe en crise, la situation de la Catalogne est dans l'impasse. En effet, un référendum organisé par la région autonome et réprimé par le pouvoir central a donné pour résultat une large majorité pour l'indépendance. L'Assemblée de Catalogne a alors pris acte du résultat et voté pour l'indépendance. L'indépendance a ensuite été proclamée par le président de la Catalogne, Carles Puigdemont. Cette décision a accentué la répression exercée par Madrid, soutenu par le roi d'Espagne qui est intervenu dans le débat politique en prenant parti contre les Catalans. Plusieurs arrestations ont ensuite eu lieu, obligeant Carles Puigdemont à s'exiler en Belgique.

Les élections organisées à la suite de la reprise en main de la Catalogne par Madrid ont de nouveau donné la majorité aux indépendantistes. À ce jour, trois candidats à la présidence de la Catalogne sont en prison. Ils risquent de longues peines pour avoir soutenu l'indépendance de leur région.

L'impasse s'est encore accentuée avec l'arrestation en Allemagne de Carles Puigdemont, de retour d'une visite au Danemark. Il a été présenté lundi à un juge. La justice allemande a décidé de le maintenir en détention jusqu'à ce qu'elle se prononce sur la demande d'extradition formulée par l'Espagne. Carles Puigdemont risque jusqu'à 30 ans de prison. Cela a entraîné des affrontements entre indépendantistes et policiers en Catalogne.

C'est un nouvel épisode d'une Europe en crise. Dans plusieurs pays, des partis opposés à l'Union européenne sont aux portes du pouvoir ont font partie de coalitions à la direction des affaires. Actuellement se négocient les conditions du retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, alors qu'en son sein, l'Ecosse et l'Irlande du Nord se sont prononcées pour le maintien de cet État dans l'UE. La situation de la Catalogne rappelle que la répression ne règle rien. L'intransigeance de Madrid ne fait qu'agrandir le fossé entre le pouvoir central et les indépendantistes. Cette crise est un nouveau révélateur d'une Europe en crise qui a nécessairement besoin de se réformer pour ne pas disparaître. Tout ceci ne sera pas sans conséquence pour La Réunion.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## 2e pourparlers africains sur le climat

# Pour une action cohérente contre les émissions de gaz à effets de serre

Dans un courrier des lecteurs adressé hier à la presse, le syndicat SNU FSU Pôle emploi Réunion s'indigne contre les nouvelles mesures de contrôle visant les chômeurs. Pour le syndicat, ces mesures n'ont qu'un but : faire baisser le nombre de chômeurs sans que ces derniers retrouvent un emploi. Le SNU FSU Pôle emploi Réunion estime que les contrôles devraient être renforcés contre le travail dissimulé et certains organismes de formation accusés de proposer des « formations bidons ».



Sécheresse au Mozambique. Cible d'un pillage continu depuis la colonisation, l'Afrique subit les effets du changement climatique causé par les anciennes puissances coloniales.

« La clé pour réduire les risques du changement climatique est de réduire les émissions de gaz à effets de serre et de se préparer à l'adaptation. La réduction des émissions nécessite une action cohérente de la Communauté internationale, en particulier les pays responsables des émissions », a déclaré M. Murumbezi dans le cadre de cette rencontre qui porte sur le thème « Contribuer au Dialogue de Talanoa ».

« Une augmentation de 3,5 degrés Celsius rendrait la planète inhabitable », a-t-il alerté, faisant remarquer que les émissions dans les pays industrialisés ont déjà baissé d'environ 7% par rapport aux niveaux de 1990 - 1992. L'année 2012 est demeurée à environ 38% inférieure aux niveaux de 1990.

Pour cet expert, il est clair que le Protocole de Kyoto et l'Accord de Copenhague n'ont connu qu'un succès mitigé. « Comment alors expliquons-nous cet échec de la mondialisation de la gouvernance

climatique », s'interroge-t-il, rappelant que ce qui est nécessaire n'est pas comment l'Etat peut réguler le marché, mais comment la société peut réguler à la fois le marché et l'échec du marché.

### Climat et développement

Organisés par le Centre africain pour la politique en matière de climat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Center for environment science de l'Université d'Addis-Abeba, les deuxièmes pourparlers africains sur le climat visaient à apporter une dimension critique au dialogue de Talanoa, en posant les grandes questions contextuelles qui sont généralement passées sous silence dans le processus de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Plus de 200 responsables politiques, parlementaires, chercheurs, représentants

des secteurs public et privé, de la Société civile, des groupes de jeunes et de femmes, des banques multilatérales de développement et des médias y ont pris part.

La rencontre est destinée à susciter un débat sur une série de questions touchant à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national en Afrique et permettront de trouver des solutions possibles aux problèmes climatiques et de développement du continent.

Elle, qui a pris fin vendredi, devrait servir aussi de cadre pour débattre des résultats tant de la Cop23 à Bonn que des manifestations parallèles, organisées en marge de la trentième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine de janvier dernier.

### Dialogue de Talanoa

Elle fait suite aux premiers pourparlers africains sur le climat, organisés en septembre 2015 à Dar es-Salaam, en Tanzanie, et qui ont permis aux parties prenantes africaines de débattre des questions climatiques majeures du continent, en prélude à la COP21 de Paris en novembre 2015.

On rappelle que le Dialogue de Talanoa est l'un des principaux résultats de la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 23), Talanoa étant un terme fidjien désignant une conversation au cours de laquelle, les personnes impliquées échangent des idées et règlent des problèmes.

## Plaidoyer de l'Union européenne

# L'eau : un droit fondamental à garantir

Rappelant que le droit à l'eau potable est un droit fondamental pour la pleine jouissance de la vie et de tous les droits humains, l'Union européenne (UE) a réaffirmé le 22 mars dernier, que tous les Etats doivent remplir leurs obligations envers l'accès à l'eau potable, qui doit être disponible, accessible, sûre, acceptable et abordable pour tous sans discrimination.

« L'accès à l'eau potable est un droit fondamental, mais reste un défi dans de nombreuses régions du monde », a déclaré la haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, dans une déclaration marquant la Journée mondiale de l'eau.

L'UE a également souligné l'importance du mandat du rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, et a appelé tous les Etats à collaborer avec le rapporteur actuel. « Partout dans le monde, les défenseurs des droits de l'homme qui protègent et promeuvent les droits à l'eau potable et à l'assainissement font souvent l'objet de poursuites, de menaces et de violences. Aujourd'hui, l'Union européenne rend un hommage spécial à ces personnes courageuses qui se lèvent chaque jour pour défendre les droits fondamentaux et la protection de l'environnement.

### 90 % du Lac Tchad a disparu

« Le changement climatique fait des ravages dans les régions les plus

sèches de la planète. Déjà, l'un des plus grands lacs d'Afrique, le lac Tchad, a diminué de 90 % en raison des changements climatiques, de l'utilisation de l'eau et de la sécheresse prolongée. La réduction a détruit les moyens de subsistance et entraîné la perte d'une biodiversité inestimable. Le Conseil de sécurité de l'ONU a également reconnu les effets néfastes des changements climatiques et des changements écologiques entre autres facteurs sur la stabilité de la région du lac Tchad », a indiqué la déclaration.

Comme l'a reconnu le rapport 2017 du Groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et la paix, l'eau est non seulement un moteur du développement social et économique, mais aussi de la paix et de la sécurité. La disponibilité de l'eau est l'un des facteurs clés pouvant conduire à des conflits et des déplacements massifs.

Alors que la coopération accroît la résilience et la stabilité en prévenant les conflits et en consolidant la paix, l'UE a affirmé qu'elle continuera à promouvoir l'adhésion mondiale à la Convention de l'UNECE sur l'eau et partagera avec ses partenaires sa longue expérience dans la gestion durable des ressources

en eau.

### L'UE veut respecter l'Accord de Paris

L'UE a également réitéré son engagement à l'égard de l'Accord de Paris et de la Proclamation d'action de Marrakech qui réaffirmait la détermination du monde à lutter contre le changement climatique et à atténuer les effets du changement climatique sur l'environnement, y compris sur l'eau.

« L'UE continuera à soutenir la gestion durable de l'eau grâce à sa coopération avec les principaux pays partenaires dans les dialogues politiques, la coopération au développement, les partenariats multipartites et à travers une approche stratégique du développement régional. « Promouvoir et protéger l'accès aux ressources fondamentales signifie promouvoir et protéger les droits et la sécurité non seulement du présent, mais aussi des générations futures », a déclaré M. Mogherini.

## In kozman pou la rout

### « Sa in moun a degré »

Mi pans zot la fine antann sa é pli souvan k'in foi. Pars moun a dogré, sa i mank pa dan la vi. Tazantan lé an kolèr, tazantan lé kontan, tazantan bone imèr, tazanrtan mové z'imèr. Mi sort agard in fime dsi Kloklo (Claude François), é inn an parmi lo bann partisipan té i di : « Sirman li té bi-polèr ! ». Konm moin la mark an-o la, nou kréol nou noré di, lo boug té par dogré. La pa ké ni apèl sa in maladi, mé sé in n'afèr bien difisil pou fé ansanm. Alor si dann z'ot voisinaz famiy néna demoun konmsa soi zot i fé avèk, soi zot i mète in lastik rant li épi zot... sirtou ké la vi lé kourt. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv li d'van sipétadyé.

# Oté

## Résponsab plizoumoins, mé an parmi bann vré koupab !

Kisa lé responsab réshofman klimatik ? Ala in késtyon souvan dé foi mi poz amoin é l'èr-la mi antann in pé apré di : « Toulmoun lé responsb réshofman klimatik ».

Moin lé responsab réshofman klimatik pars mi ansèrv lo gaz, pars mi mète gazoil dann mon loto, pars mi alime plin po tout bann limyèr an plis néna dan mon kaz. Mon voizin lé responsab konm moin pars li fé mèm shoz ké moin. Mon bann famiy galman. Dakor lé bon !

Mé a bien kalkilé moin noré s'an pass gazoil moin si l'avé in n'ot karbiran k'i réshof pa sansa i réshof moins lo klima konm dolo, l'èr, solèye épi d'ot ankor ! Moin nora s'anpass lo gaz pou kui mon manzé si l'avé in méyèr z'afèr pou brilé moins danzétab pou lo klima la tèr. Parèye, pou la limyèr ! Parèy pou tout sak i fé in l'éfè d'sèr é i fé shof lo klima. Mon voizin noré fé parèye galman. Mon famiy osi nora fé konm moin sirtou si i kout anou moin shèr.

Pars la pa, konm i di par gété d'kèr ké ni viv konm ni viv koméla.

Lé shoz n'arpa été konmsa si momandoné bann manifaktiryé, sansa bann kapitalis l'avé pa désid bril sharbon, bril pétrol, bril lo gaz, monte in sivilizasyon gaspiyaz l'énèrji pou grosi z'ot pla azot, pou antass larzan, san pans tousa bann moun dsi la tèr téi bénéfisyé pa sak in pé i apèl lo progré.

Alor, toulmoun lé responsab réshofman klimatik. Toulmoun, mé plizoumoins, pars ni pé dir néna bann vré responsab, lo bann koupab mi anshèv dir épi lé z'ot : konm ou, konm moin, konm bann réfijyé klimatik a vnir é tout sak la plito sibi ké bénéfisyé d'sa.

*Justin*